



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 15.6.2021
C(2021) 4143 final

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 15.6.2021

modifiant le règlement délégué (UE) 2018/990 en ce qui concerne les exigences applicables aux actifs reçus par des fonds monétaires dans le cadre d'accords de prise en pension

(texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

Le règlement (UE) 2017/1131 sur les fonds monétaires¹ fixe des règles relatives à l'agrément des fonds monétaires qui concernent, entre autres, les actifs éligibles et leur qualité. Son article 15, paragraphe 7, habilite la Commission à définir des exigences quantitatives et qualitatives supplémentaires de liquidité applicables aux actifs reçus dans le cadre d'accords de prise en pension.

En conséquence, afin de garantir la qualité élevée des garanties fournies en vertu de ces accords, le règlement délégué (UE) 2018/990² de la Commission exige des gestionnaires de fonds monétaires qu'ils appliquent des exigences supplémentaires lorsque la contrepartie n'est pas régie par le droit de l'Union ou n'est pas couverte par une décision d'équivalence (article 2).

Le règlement délégué (UE) 2018/990 fait référence aux décisions d'équivalence en termes généraux, sans renvoyer à des dispositions précises de la législation sectorielle. L'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) a demandé à la Commission, au moyen du mécanisme de questions et réponses qui a été mis en place, de clarifier les bases juridiques respectives des décisions d'équivalence en question.

2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE

L'AEMF a été consultée dans le cadre mécanisme de questions et réponses, et d'autres services de la Commission ont également été consultés.

3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

Le présent acte modifie le règlement délégué (UE) 2018/990 conformément à l'article 15, paragraphe 7, du règlement (UE) 2017/1131.

¹ Règlement (UE) 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires (JO L 169 du 30.6.2017, p. 8).

² Règlement délégué (UE) 2018/990 de la Commission du 10 avril 2018 modifiant et complétant le règlement (UE) 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les titrisations et les papiers commerciaux adossés à des actifs (ABCP) simples, transparents et standardisés (STS), les exigences applicables aux actifs reçus dans le cadre d'accords de prise en pension et les méthodologies d'évaluation de la qualité de crédit, C/2018/2080 (JO L 177 du 13.7.2018, p. 1).

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 15.6.2021

modifiant le règlement délégué (UE) 2018/990 en ce qui concerne les exigences applicables aux actifs reçus par des fonds monétaires dans le cadre d'accords de prise en pension

(texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires³, et notamment son article 15, paragraphe 7,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 2 du règlement délégué de la Commission (UE) 2018/990⁴, les investissements éligibles effectués par des gestionnaires de fonds monétaires dans des accords de prise en pension sont soumis à des exigences qualitatives et quantitatives supplémentaires, dont un ajustement spécifique de la valeur de certains actifs (décote). Toutefois, ces exigences ne s'appliquent pas aux transactions conclues avec des établissements de crédit, des entreprises d'investissement ou des entreprises d'assurance qui sont établis dans l'Union ou couverts par une décision d'équivalence. L'article 2, paragraphe 6, points a), b) et c), du règlement délégué (UE) 2018/990 précise les réglementations pertinentes pour chacun de ces établissements financiers.
- (2) Afin que ces exemptions ne s'appliquent que lorsque des décisions d'équivalence ont été adoptées pour les pays tiers concernés, et afin de garantir la sécurité juridique quant à la procédure d'équivalence applicable, il est nécessaire de préciser les dispositions sur la base desquelles doivent être adoptées les décisions d'équivalence permettant d'appliquer ces exemptions. Il est donc nécessaire de préciser les procédures pertinentes pour déterminer l'équivalence du pays tiers dans lequel ces entités sont établies.
- (3) Il convient dès lors de modifier le règlement délégué (UE) 2018/990 en conséquence,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. À l'article 2, paragraphe 6, du règlement délégué (UE) 2018/990, les points a), b) et c) sont remplacés par le texte suivant:

³ JO L 169 du 30.6.2017, p. 8.

⁴ Règlement délégué (UE) 2018/990 de la Commission du 10 avril 2018 modifiant et complétant le règlement (UE) 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les titrisations et les papiers commerciaux adossés à des actifs (ABCP) simples, transparents et standardisés (STS), les exigences applicables aux actifs reçus dans le cadre d'accords de prise en pension et les méthodologies d'évaluation de la qualité de crédit, (JO L 177 du 13.7.2018, p. 1).

- «a) un établissement de crédit faisant l'objet d'une surveillance au titre de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil*, ou un établissement de crédit agréé dans un pays tiers pour lequel une décision d'équivalence a été adoptée conformément à l'article 114, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 575/2013;
- b) une entreprise d'investissement faisant l'objet d'une surveillance au titre de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil**, ou une entreprise d'investissement agréée dans un pays tiers pour lequel une décision d'équivalence a été adoptée conformément à l'article 47 du règlement (UE) n° 600/2014;
- c) une entreprise d'assurances soumise à un contrôle au titre de la directive 2009/138/UE du Parlement européen et du Conseil***, ou une entreprise d'assurances agréée dans un pays tiers pour lequel une décision d'équivalence a été adoptée conformément à l'article 260 de ladite directive;

* Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE (JO L 176 du 27.6.2013, p. 338).

** Directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE (JO L 173 du 12.6.2014, p. 349).

*** Directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) (JO L 335 du 17.12.2009, p. 1).».

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 15.6.2021

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN